



Les 75 ans de l'OTAN : défis et opportunités à l'épreuve de la guerre russo-ukrainienne

Estelle HOORICKX

La commandante d'aviation (OF-3) Estelle Hoorickx est docteure en histoire contemporaine et attachée de recherche au Centre d'études de sécurité et de défense (CESD). L'environnement sécuritaire de l'UE et de l'OTAN, en ce compris les menaces hybrides, la cybersécurité, la désinformation et les changements climatiques, fait partie de ses domaines d'étude actuels. Spécialiste de l'histoire de l'OTAN et de la relation euro-atlantique, elle est également l'autrice du livre « La Belgique, l'OTAN et la Guerre froide » (Racine, 2022).

Het Atlantisch Bondgenootschap is een oude dame die, 75 jaar na de ondertekening van het Verdrag van Washington, blijk geeft van een opmerkelijke veerkracht en aanpassingsvermogen. De organisatie lijkt nog nooit zo onontbeerlijk als sinds 24 februari 2022, de dag waarop Rusland Oekraïne voor de tweede keer binnenviel en de NAVO zich opnieuw moest richten op haar historische missie: de collectieve verdediging van haar lidstaten. Zal Europa deze kans grijpen om autonoom op te treden in een Alliantie die zeker nieuw leven is ingeblazen, maar die nu voor steeds complexere en talrijkere uitdagingen staat?

L'Alliance atlantique est une vieille dame qui, 75 ans après la signature du traité de Washington, fait preuve d'une étonnante capacité de résilience et d'adaptation. Alors qu'elle était, il y a peu, la cible des critiques de l'ancien président américain Donald Trump et du président français Emmanuel Macron – le premier la considérant comme « obsolète » (2017), le second, « en état de mort cérébrale » (2019) –, l'Organisation n'est jamais apparue aussi indispensable que depuis le 24 février 2022, date de la seconde invasion de l'Ukraine par la Russie. En déclenchant cette nouvelle guerre sur le continent européen, Vladimir Poutine a

« réveillé » l'OTAN avec « le pire des électrochocs », estime désormais le président français. Après deux décennies d'errements dans le borbier afghan et l'entrée des troupes russes en Ukraine en 2022, l'OTAN a été contrainte de se recentrer sur sa mission historique : la défense collective de ses États membres contre son ancien adversaire, la Russie. Les Européens saisiront-ils néanmoins cette occasion pour s'affirmer de manière plus autonome dans une Alliance certes revitalisée mais désormais confrontée à des défis de plus en plus complexes et nombreux ?

De Staline à Poutine : la défense collective au cœur de l'OTAN

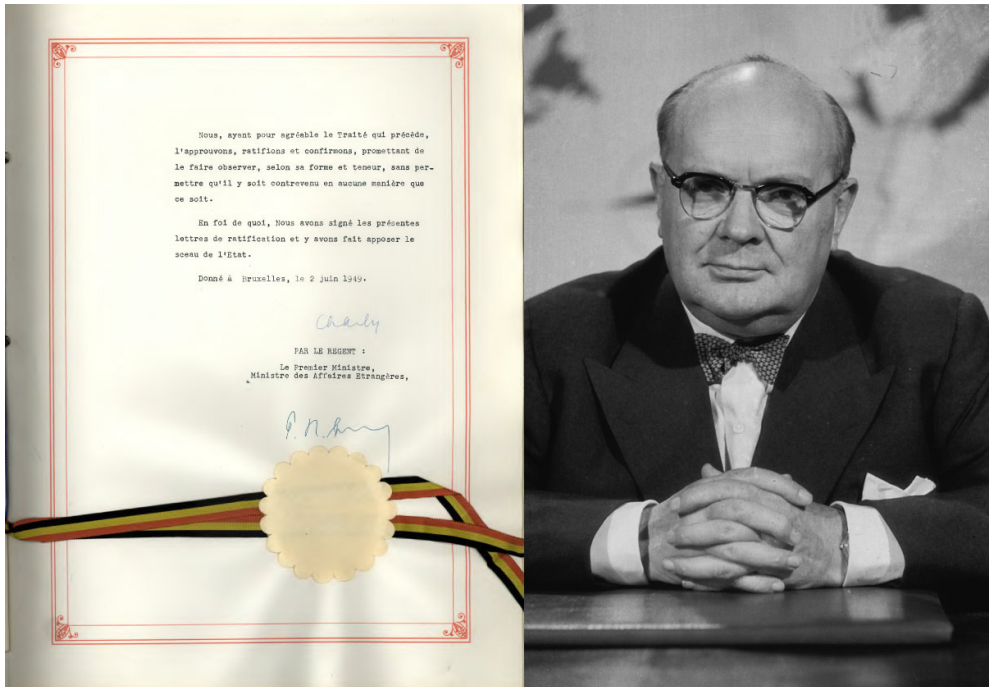
Pour Paul-Henri Spaak¹, l'Alliance atlantique est « un enfant de Staline ». Le blocus de Berlin, le coup de Prague et l'expansion du communisme prônée par le dirigeant soviétique obligent l'Occident à s'unir et à organiser une défense commune, dans un contexte où l'ONU – ce « machin » comme l'appelait le général De Gaulle –, s'avère rapidement aussi peu efficace que l'ancienne Société des Nations pour garantir la paix mondiale. C'est d'ailleurs dans ce contexte troublé que le ministre belge prononce, depuis la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, son célèbre discours intitulé « Nous avons peur », dans lequel il exprime avec éloquence l'angoisse du monde libre face à l'impérialisme soviétique. D'aucuns estiment que cette allocution, prononcée en septembre 1948, annonce l'Alliance atlantique huit mois avant que celle-ci ne soit mise en place.

Le traité qui crée l'OTAN est signé à Washington le 4 avril 1949. L'objectif de l'Alliance atlantique est clair : il s'agit de sauvegarder la paix et la sécurité des pays membres de l'OTAN par des moyens politiques et militaires, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. Pour ce faire, l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord prévoit la mise en œuvre de la défense collective des Alliés en cas d'attaque armée contre l'une ou l'autre des parties.

Si l'URSS n'est pas mentionnée dans le traité de Washington comme un ennemi de l'Organisation, cette non-désignation formelle de l'agresseur ne trompe néanmoins personne. À l'époque d'ailleurs, Lord Ismay – premier secrétaire général de

¹ Paul-Henri Spaak fut ministre belge des Affaires étrangères pendant 21 ans, dans 19 gouvernements (entre 1936 et 1966).

l'OTAN – résume les missions de l'Organisation par la formule suivante : « Keep Russians out, Americans in, and Germans down » (Gardez les Russes dehors, les Américains dedans et les Allemands sous tutelle).



Les signatures du Régent, S.A.R. le prince Charles, et du Premier ministre et ministre des affaires étrangères Spaak (photo de droite) sur le traité de Washington – 4 Avril 1949

Si des raisons idéologiques, juridiques et pragmatiques ont largement contribué au maintien de la guerre froide en dessous du seuil d'une guerre générale, cette paix relative est également liée à l'existence des armes nucléaires. Dans le jargon otanien de l'époque, les armes atomiques constituent le « bouclier » de l'Alliance tandis que les armes conventionnelles sont considérées comme son « glaive ». Avec l'effondrement de l'URSS, l'Alliance atlantique sort victorieuse de la guerre froide sans avoir dû mener aucune opération de combat. De très nombreux exercices de grande ampleur ont néanmoins été organisés jusqu'à la chute du Mur de Berlin. Ainsi, 125 000 soldats s'entraînaient encore en Allemagne de l'Ouest en 1988. En 2024, le plus grand exercice organisé par l'Organisation depuis la fin de la guerre froide rassemble quant à lui quelque 90 000 militaires.

Dès le début des années 1990, la capacité militaire de l'OTAN est adaptée aux nouvelles conditions stratégiques, à savoir la baisse des menaces sur le continent européen et la possibilité de coopérer avec les anciens ennemis. Ainsi par exemple, à l'issue de la guerre froide, le niveau moyen des dépenses de défense des Alliés² – qui dépassait jusque-là régulièrement les 3 % de PIB (même hors États-Unis) – est sensiblement revu à la baisse. De plus, il est décidé de procéder à une réduction de 80 % des armes nucléaires stationnées en Europe occidentale.

Depuis 2022, la guerre en Ukraine et le danger que représente la montée en puissance de la production industrielle militaire russe poussent les Occidentaux à réinvestir dans leurs armées. Alors que seuls trois pays de l'OTAN (Grèce, Royaume-Uni et États-Unis) consacraient plus de 2 % de leur PIB à leurs dépenses de défense en 2014, dix-neuf pays parmi les 32 membres de l'Organisation devraient atteindre le seuil des 2 % en 2024. Face à la menace russe, certains pays européens – comme la Lituanie en 2015 et la Suède en 2017 – ont réinstauré la conscription. Ailleurs en Europe, des voix s'élèvent pour prôner la mise en place de réserves territoriales, voire le retour à un service militaire obligatoire, afin de pallier le manque d'effectifs des armées.

Après la dissolution du Pacte de Varsovie, la quasi-totalité des pays occidentaux ont également réduit leurs effectifs militaires et ont privilégié la professionnalisation de leurs armées plutôt que le service militaire obligatoire. Aujourd'hui, l'OTAN compte 3,3 millions de militaires en service actif (dont 1,9 million sont européens et 1,4 million nord-américains) alors que ce chiffre s'élevait à près de 3 millions en 1988 lorsque l'Organisation ne rassemblait que 16 pays membres, soit la moitié du nombre actuel. De son côté, Moscou dispose aujourd'hui de 1,1 million de militaires d'active alors que ce chiffre s'élevait à 3,4 millions en 1990 avant l'effondrement de l'URSS.³

² Les dépenses de défense (ou contributions indirectes) représentent la partie la plus substantielle du financement de l'OTAN. Elles correspondent aux dépenses consacrées par chaque pays membre à sa propre armée. Celles-ci bénéficient ainsi de manière indirecte aux activités de dissuasion et de défense mais également aux opérations militaires de l'Organisation. Lors du sommet de Vilnius, en 2023, les dirigeants des pays de l'OTAN se sont engagés à allouer au moins 20 % de leurs budgets de défense aux équipements majeurs et aux activités de recherche et développement y afférentes. Les contributions directes au budget de l'OTAN (ou dépenses de fonctionnement et d'investissements de l'Alliance dans son ensemble) sont quant à elles calculées en fonction du revenu national brut des pays de l'OTAN.

³ The International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance* (Londres : The International Institute for Strategic Studies, 2024), <https://www.iiss.org/publications/>.

D'une alliance de défense collective l'OTAN évolue, dès le début des années 1990, vers une institution de sécurité collective destinée à protéger les droits humains et à assurer la paix. Les armées occidentales sont ainsi amenées à conduire, sous l'égide otanienne, des opérations de gestion de crise dans les Balkans (années 1990) et en Lybie (2011), mais surtout en Afghanistan (années 2000-2010) après que les pays membres de l'OTAN eurent invoqué l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord pour la toute première et unique fois de l'histoire de l'Organisation. Déjouant toutes les prédictions des cinquante années précédentes, l'invocation de la clause dite des « trois mousquetaires » (selon la devise « Un pour tous, tous pour un ») faisait en effet suite à une attaque non contre un Allié européen, mais bien contre les États-Unis, lors des attentats du 11 septembre 2001.

Alors que la fin de la guerre froide laissait présager un rapprochement avec la Russie, force est de constater que la question russe est à nouveau au cœur des enjeux qui mobilisent l'OTAN, et ce depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. L'Organisation considère désormais ce pays – qui mène une guerre de haute intensité, illégale et injustifiée contre l'Ukraine depuis février 2022 – comme « la menace la plus importante et la plus directe » pour la sécurité des Alliés ainsi que pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique.⁴

L'OTAN insiste en outre sur la nécessité de renforcer sensiblement sa posture de dissuasion et de défense par le biais d'un ensemble approprié de capacités nucléaires, conventionnelles, spatiales et cyber, mais également de capacités de défense antimissile. Face à l'offensive russe en Ukraine, les effectifs de la « présence avancée renforcée » (*enhanced Forward Presence* – eFP) de l'OTAN – positionnée dans les pays baltes et en Pologne depuis 2017 –, ont doublé et comptent aujourd'hui plus de 10 000 hommes. L'Alliance a également décidé de faire passer sa Force de réaction rapide (*NATO Response Force* – NRF) de 40 000 à 300 000 militaires sous la forme d'un « nouveau modèle de forces » réparties selon des plans régionaux de défense du territoire allié, qui s'inspire de la logique de la guerre froide. On est bien loin de la posture « défense-détente » prônée par le « rapport Harmel »⁵, qui avait permis de renforcer le dialogue Est-Ouest au cours de la troisième décennie de l'OTAN.

⁴ OTAN, *Concept stratégique 2022 de l'OTAN adopté par les chefs d'État et de gouvernement au sommet de Madrid le 29 juin 2022* (Bruxelles : OTAN, 2022), 4, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_210907.htm.

⁵ Le rapport Harmel, qui porte le nom de son initiateur Pierre Harmel, ministre belge des Affaires étrangères de l'époque, fut rédigé en 1967 afin de débattre de l'utilité et de l'avenir de l'Alliance après le retrait français de la structure militaire intégrée de l'OTAN en temps de paix.

La seconde invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 encourage également les pays de l'Alliance à accroître leur aide militaire à Kiev. Pour l'amiral Rob Bauer : « Le sort du monde dépendra de l'issue de cette guerre. Notre soutien n'est pas un acte de charité, c'est un investissement dans notre sécurité »⁶. En 2023, l'aide militaire accordée à l'Ukraine ne représentait pourtant que 0,075 % du PIB européen alors que, « si tous les pays de l'OTAN dépensaient au moins 0,25 % de leur PIB, l'Ukraine l'emporterait », estime le député lituanien Andrius Kubilius.⁷ L'Institut Kiel prévient quant à lui que, si les États-Unis devaient mettre fin à leur aide à l'Ukraine, l'Europe devrait doubler son aide militaire actuelle pour combler le manque.⁸ Comme ce fut le cas en 1948, la peur de la menace russe pousse néanmoins les Européens à resserrer les rangs et à renforcer leurs systèmes de défense.

La relation transatlantique : un rééquilibrage nécessaire ?

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les partenaires du pacte de Bruxelles (Benelux, France et Grande-Bretagne) ont dû beaucoup insister pour convaincre les États-Unis de contribuer à la défense de l'Europe occidentale. Pour Washington, l'OTAN ne représentait alors qu'une annexe politique du plan Marshall visant à restaurer le sentiment de sécurité européenne plutôt que le préambule à une assistance militaire massive destinée à la défense de l'Europe. À l'époque, l'administration Eisenhower estimait même que l'OTAN ne serait plus nécessaire vingt ans plus tard.

Aujourd'hui, les États-Unis assurent à eux seuls près des deux tiers des dépenses de défense de l'ensemble des pays de l'Alliance et fournissent environ 70 % des équipements critiques, tels les moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, le ravitaillement en vol, la défense antimissile balistique, ou encore

⁶ OTAN, « Les chefs d'état-major de la défense des pays de l'OTAN discutent des priorités en matière de dissuasion et de défense », 19 janvier 2024, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_221905.htm.

⁷ Emmanuelle Stroesser, « [Actualité] Le Parlement européen pousse à l'économie de guerre version UE », *B2 Pro Le quotidien de l'Europe géopolitique*, 16 janvier 2024, <https://club.bruxelles2.eu/2024/01/actualite-le-parlement-europeen-pousse-a-leconomie-de-guerre-version-ue/>.

⁸ Kiel Institute for the World Economy, *Ukraine Support Tracker* (Kiel : Kiel Institute, 2024), <https://www.ifw-kiel.de/topics/war-against-ukraine/ukraine-support-tracker/>.

les moyens aériens de guerre électromagnétique. En outre, et malgré l'exigence de contribution équitable aux dépenses de l'Organisation, Washington préfère éviter la constitution d'une entité européenne en dehors de l'Alliance atlantique. Le fameux « grand dessein » de communauté atlantique reposant sur deux piliers (l'un américain et l'autre européen) et exposé par Kennedy dans son discours de Philadelphie du 4 juillet 1962 s'opposait d'ailleurs directement à l'« Europe européenne » du général de Gaulle.



© NATO - OTAN

Exercice Nordic Response 2024 – Un bateau d'assaut suédois CB-90 embarque des Marines finlandais sur le navire d'assaut amphibie américain USS Gunston Hall.

L'Alliance reste un élément central de projection de puissance des États-Unis. L'augmentation des effectifs militaires américains pré-positionnés en Europe à un niveau d'environ 100 000 hommes (contre 75 000 en février 2022), qui fait suite à la seconde invasion de l'Ukraine par la Russie, confirme également l'importance du rôle des États-Unis au sein de l'Alliance atlantique. En outre, même si la guerre russo-ukrainienne renforce la volonté de souveraineté stratégique européenne, elle accroît paradoxalement la dépendance stratégique envers les États-Unis. Les Européens investissent davantage dans leur défense (et sans qu'on le leur demande, cette fois !), mais ils achètent aussi beaucoup de matériel américain.

En définitive, les Européens apparaissent encore plus dépendants des États-Unis qu'ils ne l'ont été lors de la guerre des Balkans. Or, dans un contexte de crises mondiales toujours plus nombreuses et à la veille de l'élection présidentielle américaine, les Européens doivent se prémunir contre une éventuelle fragilisation de l'engagement des États-Unis vis-à-vis de l'Ukraine, mais également de l'OTAN. Il est un fait que Donald Trump a menacé, en cas de réélection, de ne plus garantir la protection des pays « mauvais payeurs » de l'OTAN, voire de laisser quartier libre à la Russie pour les attaquer.

En réalité, quel que soit le parti gagnant en 2024, les Américains exigeront tôt ou tard que les Européens prennent une part plus grande du fardeau otanien afin de consacrer l'essentiel de leurs moyens au défi chinois, qui reste le point central d'attention des États-Unis. Il est en effet possible que la présence américaine actuellement stationnée en Europe bascule vers l'Asie-Pacifique dans un avenir plus ou moins proche. Or, selon le *Munich Security Report* de 2020, l'Europe serait incapable de faire face à la Russie sans les Américains. Selon ce document, les armées européennes seraient même, en moyenne, sous dimensionnées de moitié par rapport aux forces nécessaires pour assurer une posture de dissuasion conventionnelle efficace face à la Russie.⁹

Si les États-Unis se mettaient en retrait de l'OTAN, la question pour les Européens ne serait pas seulement d'augmenter leurs dépenses de défense mais surtout de faire en sorte que la palette de leurs capacités militaires soit suffisamment large et complète pour leur permettre de faire face à tous les scénarios possibles, y compris celui où aucun soldat américain n'interviendrait. Or, à l'heure actuelle, la défense européenne manque des instruments nécessaires – capacités de commandement et de contrôle ; moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance ; capacités logistiques et munitions suffisantes – pour combattre de manière efficace et autonome. Enfin, l'Europe est loin d'avoir unifié son armement – elle possède six fois plus de systèmes d'armes que les États-Unis –, ce qui est coûteux et peu efficient.¹⁰

⁹ Fabrice Wolf, « L'Europe serait incapable de faire face à la Russie sans les États-Unis, selon le Munich Security Report », *Meta-Défense*, 18 février 2020, <https://meta-defense.fr/2020/02/18/leurope-serait-incapable-de-faire-face-a-la-russie-sans-les-etats-unis-selon-le-munich-security-report/>.

¹⁰ Niall McCarthy, « Europe Has Six Times as Many Weapon Systems As The U.S. », *statista.com*, 20 février 2018, <https://www.statista.com/chart/12972/europe-has-six-times-as-many-weapon-systems-as-the-us/>.

En définitive, malgré un quart de siècle d'existence et une grande disponibilité d'outils et de matériels, l'Europe de la défense peine à trouver sa voie. En outre, certains États membres de l'UE – en particulier les pays limitrophes de la Russie – ne sont pas favorables à l'idée d'une « puissance Europe » et moins encore à celle d'une « souveraineté stratégique européenne » détachée de la puissance américaine, qui pourrait selon eux remettre en cause les fondements de l'OTAN, dont ils ont tant besoin pour leur sécurité. Dans son dernier concept stratégique, l'Organisation reconnaît pourtant la valeur d'une défense européenne plus forte et plus performante qui contribue réellement à la sécurité transatlantique et mondiale et qui est complémentaire et interopérable avec l'Organisation. Le partenariat stratégique entre l'OTAN et l'Union européenne est en effet considéré comme crucial, en particulier dans la lutte contre les menaces hybrides, les cybermenaces, le terrorisme et les incidences du changement climatique sur la sécurité.

Dans les faits, l'idée d'avoir un pilier européen au sein de l'OTAN ne fait pas l'unanimité auprès des dirigeants européens. Des pays comme la France et l'Allemagne ne semblent pas toujours d'accord sur ce que signifie « l'autonomie stratégique » de l'Europe. Le récent achat des F-35 américains par l'Allemagne ou le projet de bouclier antimissile lancé par Berlin ont, par exemple, été très mal perçus par les Français. Par ailleurs, le *Buy European First* en matière d'équipements militaires est un slogan peu apprécié outre-Atlantique. D'autre part, il conviendrait également de définir clairement ce que recouvre exactement l'adjectif « européen » ? Qualifie-t-il uniquement l'UE ou définit-il plus largement tous les Alliés européens, membres ou non de l'UE ? Quid aussi de la Turquie dès lors que la question turco-chypriote n'est pas réglée ? Enfin, Il serait erroné de penser que des pays comme le Canada, le Royaume-Uni ou la Norvège approuveraient sans réserve la mise en place d'un pilier européen dans l'OTAN.

Si les accords « Berlin plus »¹¹ constituent une base de départ pour régler les rapports entre l'OTAN et le volet défense de l'Union européenne, ils s'avèrent néanmoins difficiles à appliquer tant pour des raisons politiques que pratiques. Sortir de cette impasse euro-atlantique est pourtant indispensable pour permettre à l'UE de développer sa propre personnalité de défense, conformément au traité de Lisbonne.

¹¹ Les accords « Berlin plus » permettent à l'Alliance de soutenir des opérations dirigées par l'UE dans lesquelles les pays de l'Alliance ne sont pas tous engagés.

Selon Georges-Henri Soutou, ce serait même la seule façon de permettre à l'Union de peser réellement dans « le très dangereux triangle de crise » qui s'est constitué entre Moscou, Pékin et Washington.¹² La guerre en Israël et ses répercussions en mer Rouge constituent également un fameux défi pour la défense européenne.



© NATO - OTAN

Réunion des ministres de la Défense de l'OTAN – Bruxelles, 15 février 2024

***Animus in consulendo liber*, une devise toujours d'actualité dans un contexte d'élargissement ?**

Si certains, dont les Russes, avaient suggéré la dissolution de l'OTAN après la disparition du pacte de Varsovie, les Alliés ont décidé de maintenir l'Organisation parce qu'ils estiment qu'elle permet de préserver leurs valeurs politiques et qu'elle garantit leur sécurité tout en participant à l'existence d'un lien entre l'Europe

¹² Georges-Henri Soutou, « L'Europe, puissance du milieu », *Le Grand Continent*, 3 mai 2023, <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/05/03/leurope-puissance-du-milieu/>.

communautaire et les États-Unis. L'emblème de l'Organisation – officiellement adopté en octobre 1953 – symbolise cette double dimension, par le bleu de l'océan Atlantique, la boussole qui guide vers la paix, et le cercle blanc de l'unité entre Alliés. Toutes les décisions de l'OTAN, même les plus sensibles, sont prises par consensus, après des échanges de vues et des consultations entre les pays de l'Alliance. *Animus in consulendo liber* (l'esprit libre dans la consultation) est d'ailleurs la maxime de l'OTAN depuis 1959.¹³

Malgré la difficulté, voire l'impossibilité de passer d'une alliance à une communauté atlantique – qui dépasserait la simple coalition des pays membres au profit d'une réelle interdépendance entre ceux-ci –, l'OTAN a réussi à surmonter de nombreuses crises, telles que la crise de Suez, celle des euromissiles, l'intervention au Kosovo, la guerre en Irak et, plus récemment encore, le retrait chaotique d'Afghanistan. La guerre en Ukraine constitue quant à elle un tournant pour les Alliés, qui semblent déterminés, malgré certaines dissonances, à soutenir Kiev dans la durée et à renforcer la résilience de l'Organisation face à la menace russe.

Conformément à ce que prévoit l'article 10 du traité de Washington, l'OTAN adopte une « politique de la porte ouverte ». Ainsi, depuis la création de l'Organisation, neuf vagues d'adhésions successives ont eu lieu, faisant passer le nombre de pays membres de l'Alliance de douze en 1949, à seize en 1989 et, enfin, à trente-deux en 2024.¹⁴ Pour les anciens pays membres du Pacte de Varsovie – cet « Occident kidnappé » dont parlait Milan Kundera –, rejoindre l'OTAN signifie retrouver la famille occidentale et bénéficier de la garantie américaine.

Lors du sommet de Vilnius, les pays membres de l'OTAN n'ont pas donné leur feu vert à l'adhésion immédiate de l'Ukraine à l'Organisation, même s'ils ont réaffirmé que l'Ukraine est appelée à devenir un jour membre de l'Alliance atlantique. Certains considèrent qu'une telle adhésion irait dans le sens de l'histoire, comme ce fut le cas en 1955 pour l'Allemagne de l'Ouest. D'autres estiment que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN renforcerait l'Organisation, et plus particulièrement son pilier européen.

¹³ André de Staercke – représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil atlantique de 1950 à 1976 et doyen du Conseil dès 1957 – a proposé cette devise quand l'OTAN a implanté son siège à la Porte Dauphine à Paris.

¹⁴ Les douze pays fondateurs de l'OTAN sont : la Belgique, les Pays-Bas, le Grand-Duché de Luxembourg, les USA, le Canada, le Danemark, la France, l'Islande, l'Italie, la Norvège, le Royaume-Uni et le Portugal.

Face à la menace russe, deux pays jusque-là non alignés (Suède et Finlande) ont rejoint l'Organisation, ce qui a fait dire au président Biden : « Vladimir Poutine voulait une finlandisation de l'OTAN et, au lieu de cela, il obtient une otanisation de la Finlande ». Désormais, la Russie partage 1500 kilomètres de frontière commune avec six pays de l'OTAN (la Norvège, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne).

Si l'arrivée de nouveaux pays au sein de l'OTAN renforce les capacités militaires de l'Organisation et sa position géopolitique, elle demande également des adaptations tactiques – notamment en termes d'interopérabilité – et des ajustements stratégiques. L'OTAN devient en effet un système polycentré, où il est parfois difficile de fabriquer du consensus. Alors que, par le passé, le « groupe de Bonn »¹⁵ – groupe informel rassemblant les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne – avait une influence déterminante dans les prises de décision, le « Format Bucarest » (*Bucharest Format*) – groupe de pays d'Europe centrale¹⁶ – s'impose de plus en plus pour faire valoir ses vues en matière de sécurité extérieure dans le cadre d'une menace accrue de la Russie. De son côté, le « triangle de Weimar » – rassemblant les ministres des Affaires étrangères français, allemand et polonais – semble s'être réanimé, certes sans grande pompe mais avec détermination. En février 2024, les trois diplomates en chef ont ainsi prôné la mise en place d'une politique de sécurité et de défense commune (PSDC) efficace qui puisse contribuer utilement à la sécurité internationale et transatlantique.

Face à la revitalisation de l'OTAN, quels défis pour les Alliés européens ?

L'OTAN représente probablement la coalition militaire la plus robuste et la plus avancée de l'histoire contemporaine. Si l'Alliance atlantique n'était certainement pas en danger de mort avant février 2022, son encéphalogramme paraît aujourd'hui

¹⁵ Le « groupe de Bonn » est une structure multilatérale qui était chargée des affaires allemandes et en particulier des questions berlinoises entre 1955 et 1990.

¹⁶ Les « Neuf de Bucarest » ou « Format Bucarest » est un groupe informel constitué depuis 2015 par la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la République Tchèque.

à nouveau agité. L'invasion de l'Ukraine par la Russie démontre que l'OTAN reste pour ses membres le fondement le plus crédible de la défense collective. Elle confirme également que l'Europe doit se préparer à assumer un rôle accru dans la défense du Vieux Continent.

Face au retour d'une guerre de haute intensité en Europe, au « pivot » asiatique des États-Unis et au possible retour de Donald Trump à la Maison Blanche, l'Europe communautaire doit atteindre une plus grande autonomie dans la prise de décision et une plus grande capacité d'action dans le monde, y compris vis-à-vis des Américains. La revitalisation de l'OTAN ne peut en effet empêcher l'UE de se doter des moyens nécessaires (par le biais de la défense européenne, du pilier européen de l'OTAN et/ou d'accords multinationaux) pour faire entendre sa voix dans un monde occidental en train de se redessiner face à la Russie. La mise en place d'un programme industriel de défense européen, d'un bouclier anti-missile européen, l'extension de la dissuasion nucléaire française en Europe et le développement de bases militaires permanentes européennes dans les pays les plus proches de la Russie font partie des pistes envisagées.

En définitive, l'Europe de la défense ne pourra véritablement maîtriser son sort et décider de son avenir géopolitique que si elle est en mesure de contribuer de manière significative à la prise en charge de celui-ci, ce que Boileau exprimait il y a plus de trois cents ans déjà en ces mots : « la critique est un droit qu'à la porte on achète en entrant ».

Mots-clés : 75 ans OTAN, UE, Ukraine